

## Annexe A8-23

### Conditions d'emploi des salariés



## **ANNEXE A8-23:**

### **CONDITIONS D'EMPLOI DES SALARIES DU CONCESSIONNAIRE**

#### **1. Généralités**

Le Groupe Bolloré respecte une Charte d'Ethique et un Code Général de Conduite des Affaires

Ce code général de conduite est repris en annexe au présent document.

#### **2. Statut des salariés**

Les éléments mentionnés ici sont les bases et principes du statut des employés qui sera détaillé lors de la création de la société ad hoc.

##### **a. Convention collective**

Les salariés seront soumis à la Convention collective nationale du commerce et de la réparation de l'automobile, du cycle et du motocycle et des activités connexes, ainsi que du contrôle technique automobile du 15 janvier 1981. Etendue par arrêté du 30 octobre 1981 JONC 3 décembre 1981.

##### **b. Employés des stations Autolib'**

Les employés des Espaces Autolib' travailleront par roulement de 2h dans l'Espace et 2h en dehors de l'Espace. Un règlement intérieur de l'entreprise fixera les périodes de repos auxquelles ils ont droit ainsi que les accords avec les entreprises proches de leurs lieux d'activités leur permettant un accès courant à des sanitaires et à des lieux de repos et de restauration. Chaque Espace Autolib' dispose de dispositifs de chauffage et ventilation et sera muni d'un vestiaire pour les employés ; il comportera un siège permettant aux employés de travailler assis. Les espaces Autolib' seront contrôlés régulièrement par le CHSCT de la société.

Les employés devront disposer d'un permis de conduire d'au moins 2 ans.

##### **c. Employés dédiés à l'équilibrage**

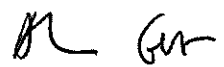
Les employés des équipes dédiées à l'équilibrage pourront travailler par paires, et seront dotés de moyens de transport électriques (scooter, bicyclette électrique, ou autres moyens de transport collectifs) leur permettant de se déplacer d'une station à l'autre pour chercher un véhicule et le déplacer à une station voisine pour assurer le rééquilibrage.

Les employés devront disposer d'un permis de conduire d'au moins 2 ans.

##### **d. Employés de garage**

Les personnels des garages seront soumis aux conventions collectives du CNPA.

Ils bénéficieront de locaux adaptés offrant les installations de sécurité aux normes et des vêtements de travaux adaptés (chaussures, vêtements, protections oculaires et phoniques, masques) suivant les prescriptions du Document Unique du CNPA.



**e. Employés du Centre d'Appels**

Le centre d'Appels sera localisé en région Ile de France et fera appel à des employés de la région Ile de France, de préférence parlant 2 langues, de façon à disposer d'une équipe pouvant répondre à terme en quatre langues aux clients.

**f. Recrutement**

Le recrutement des employés Autolib' sera effectué de préférence dans le bassin d'emploi de la région parisienne, de façon à disposer d'employés connaissant bien les particularités géographiques et topographiques de la zone où ils seront amenés à travailler.

La société ad hoc respectera scrupuleusement les règles d'embauche de travailleurs handicapés.

Gr AL

# **Code général de Conduite des affaires des sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ**

## **Introduction**

Les sociétés du Groupe BOLLORÉ développant les activités industrielles ont décidé de se doter d'un Code de conduite spécifique. Ce Code a pour objet notamment de sensibiliser l'ensemble des collaborateurs des sociétés du Groupe BOLLORÉ exerçant ces activités aux principes qu'elles considèrent comme fondamentaux dans les domaines que sont :

- la santé, l'hygiène et la sécurité de leurs collaborateurs,
- la confidentialité des informations,
- la protection de la propriété industrielle,
- la protection de l'environnement,
- le respect des dispositions sur la concurrence,
- la lutte contre la corruption.

Ce Code définit des recommandations internes permettant de guider les collaborateurs dans différents cas où le respect de normes éthiques soulève des interrogations et / ou des difficultés.

## **Historique de la démarche**

Le Groupe BOLLORÉ s'est doté en 2000 d'une « Charte d'Ethique » constituée des 12 principes suivants :

- respecter la légalité et appliquer la Charte d'Ethique
- préserver l'image du Groupe
- respecter l'individu dans la gestion des ressources humaines
- développer l'actionnariat des salariés
- respecter l'outil de travail
- produire une information fidèle et précise
- développer l'éthique dans les rapports commerciaux
- entretenir des rapports éthiquement irréprochables avec les Autorités
- choisir les fournisseurs selon des critères objectifs
- préserver les intérêts du Groupe en cas de conflit d'intérêt
- préserver la confidentialité
- respecter l'environnement.

Le Groupe BOLLORÉ a également adhéré, en 2003, au « Pacte Mondial » (« Global Compact ») de l'Organisation des Nations Unies qui encourage les entreprises à :

- « - promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme dans leur sphère d'influence ;
- veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des Droits de l'Homme ;



- respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective ;
- éliminer toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ;
- abolir effectivement le travail des enfants ;
- éliminer la discrimination en matière d'emploi et de profession ;
- appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement ;
- entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ;
- favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement ;
- agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin ».

S'inscrivant dans cet esprit, les divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ, qui adhèrent, entre autres, aux dix principes du Pacte Mondial, ont souhaité se doter de dispositions déontologiques spécifiques reprises dans le présent code.

### **Fondements et objectifs de l'adoption du Code de conduite**

Les divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ, qui interviennent en matière de distribution d'énergie, terminaux et systèmes spécialisés, films plastiques, batteries et véhicules électriques et supercapacités, sont présentes dans de multiples pays.

L'intention des sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ est de s'assurer que leurs collaborateurs ont une vision commune des principes décrits dans ce Code et qu'ils exercent leur métier dans le respect des règles de conduite qui en découlent.

Ce Code ne prétend pas être exhaustif ni traiter en détail toutes les situations. Il ne se substitue pas non plus aux lois et règlements en vigueur localement.

En tout état de cause, la politique des sociétés des divisions industrielles consiste à se conformer pleinement aux lois et à la réglementation des pays où elles opèrent, notamment dans les domaines visés par le présent Code.

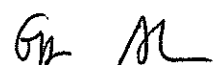
Tout collaborateur confronté à un conflit entre les dispositions du Code et toute loi ou tout règlement devra soumettre la question à son supérieur hiérarchique ou, si cela présente des difficultés ou si ce recours ne paraît pas donner lieu à un suivi approprié, aux Directeurs de la Conformité et de l'Éthique Industrie ou, dans le cas où il en existe une, à la structure dédiée que ce dernier aura constituée pour relayer l'information.

### **Champ d'application du Code de conduite**

Les principes et règles décrits dans ce Code s'appliquent aux collaborateurs de toute société qui fait partie du périmètre opérationnel des divisions industrielles précitées du Groupe Bolloré et est contrôlée directement ou indirectement par la société Bolloré.

Les principes et règles décrits dans ce Code constituent un cadre général qui pourra être complété au sein de chaque Division.

Par ailleurs, les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ mettront en place un processus visant à étendre l'application des dispositions de ce Code à leurs cocontractants.



## Définitions

Un glossaire annexé définit la terminologie utilisée dans ce Code.

Gr DL

## **SOMMAIRE**

**I. Principes mis en œuvre par les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORE en matière de santé, d'hygiène et de sécurité des collaborateurs.**

**II. Principes mis en œuvre par les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORE en matière de confidentialité.**

**III. Principes mis en œuvre par les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORE en matière de protection de la propriété industrielle.**

**IV. Principes mis en œuvre par les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORE en matière de protection de l'environnement.**

**V. Principes mis en œuvre par les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORE en matière de respect des règles de concurrence et des pratiques commerciales.**

**VI. Principes mis en œuvre par les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORE en matière de lutte contre la corruption.**

**VII. Respect du Code de conduite.**

**Glossaire**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'G' followed by a series of loops and a final 'L' shape.



# **I. Principes mis en œuvre par les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ en matière de santé, d'hygiène, et de sécurité des collaborateurs**

## **Principes**

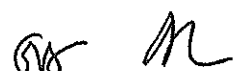
Les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ encouragent une culture d'entreprise garantissant le respect, par chacun, des normes relatives à la santé, l'hygiène et la sécurité sur les lieux de travail. Elles correspondent à des règles définies en interne par chaque division.

Ces procédures sont élaborées dans le respect des Principes n°3, 4, 5 et 6 du Pacte Mondial de l'Organisation des Nations Unies.

## **Règles de conduite**

Dans cet esprit, les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ s'efforcent :


- d'améliorer continuellement les processus en place en matière de santé, d'hygiène, de sécurité de leurs collaborateurs et des autres personnes présentes sur les lieux de travail afin de préserver la santé de chacun au travail;
- d'encourager chaque collaborateur, notamment en privilégiant l'information et la formation, à s'impliquer personnellement dans l'amélioration de la sécurité et de la santé au travail et à signaler tout fait de nature à y porter atteinte ;
- de sélectionner des partenaires ou des sous-traitants qui répondent aux exigences définies par les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ en matière d'hygiène, de santé, de sécurité de leurs collaborateurs ;
- de mettre en pratique ces règles dans les différents pays d'implantation dans le respect des réglementations locales ;
- d'éviter les situations pouvant entraîner ou caractériser des discriminations interdites par la loi ;
- d'assurer des relations de travail respectueuses de chacun des collaborateurs,.



## **Comportements à adopter**

Les illustrations suivantes de comportements à adopter ont pour objectif de permettre aux collaborateurs de mieux appréhender la traduction concrète de ces principes et règles dans leur travail quotidien :

- veiller à ce que les collaborateurs travaillent toujours dans les conditions d'hygiène et de sécurité conformes aux réglementations applicables ;
- s'efforcer de réduire l'exposition des salariés aux produits chimiques dangereux ;
- prévenir les risques électriques lors des interventions de maintenance ou lors de la conception des produits ;
- établir les consignes relatives à l'utilisation des machines et des produits dangereux et veiller à ce que les collaborateurs les respectent ;
- procéder systématiquement à une analyse des risques lors de l'élaboration de nouveaux projets ou de la survenance de modification concernant ceux qui sont en cours de réalisation;
- réaliser systématiquement des investigations après la survenance d'un accident / incident impliquant un collaborateur ou toute personne présente sur les lieux de travail, afin d'en déterminer les causes et définir les mesures à prendre pour prévenir sa réitération;
- développer des actions de formation et mettre en place la chaîne des délégations de pouvoirs afin que chaque collaborateur ait la compétence, l'autorité et les moyens nécessaires pour accomplir sa mission ;
- prendre les mesures appropriées pour limiter ou interdire la consommation d'alcool, de tabac sur les lieux de travail ;
- ne pas consommer de substance illicite sur les lieux de travail.



## **II. Principes mis en œuvre par les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ en matière de confidentialité**

La confidentialité est un axe essentiel de la protection des innovations et des secrets d'affaires. Chaque collaborateur du Groupe doit veiller à la protection des informations à caractère confidentiel dont il a connaissance dans le cadre de ses activités, afin de protéger le patrimoine intellectuel du Groupe.

C'est le seul moyen de protection des savoir-faire et inventions non brevetables.

La rupture de confidentialité avant le dépôt d'une demande de brevet détruit la nouveauté de cette invention, et empêche toute protection par le brevet.

Les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ portant une attention particulière à la protection des innovations se conforment, partout où elles exercent leurs activités, aux règles relatives au droit de la propriété intellectuelle et plus spécifiquement celles relatives à la propriété industrielle édictées au niveau national et international ~~par les Etats, l'Union Européenne et toute organisation internationale.~~

### **Principes**

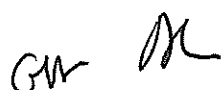
- Code du Travail, article L. 152-7;
- Les dispositions des branches professionnelles sur la confidentialité ;
- Les dispositions des règlements intérieurs des divisions ;
- Les clauses de confidentialité insérées dans les contrats.
- La charte des ressources télématiques du Groupe.

### **Règles de conduite**

Le respect de la confidentialité doit se trouver au cœur de toutes les décisions et mesures prises par les sociétés des divisions industrielles pour assurer la protection de leurs innovations.

Dans cet esprit, les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ :

- identifient les informations, économiques et technologiques, stratégiques et sensibilisent les salariés au caractère confidentiel de ces données ;
- mettent en place et appliquent les bonnes pratiques pour le contrôle des visiteurs et des personnes extérieures ;
- encadrent strictement les différents modes de partenariats avec les écoles et universités ;



- sensibilisent les collaborateurs aux risques de divulgation des informations lors de voyages notamment et dans ce cadre, forment les salariés à l'utilisation de l'outil informatique et à la pratique de certains systèmes d'information ; mettent en place les clauses de confidentialité dans les contrats de travail de tous les salariés concernés,...

- prennent les mesures appropriées sur l'ensemble de leurs sites pour réduire les risques de vols ou d'effraction ;

### **Comportements à adopter**

Les illustrations suivantes de comportements à adopter ont pour objectif de permettre aux collaborateurs de mieux appréhender la traduction concrète de ces principes et règles dans leur travail quotidien :

- mettre en place des mesures pour assurer la confidentialité des informations stratégiques et/ou des innovations de l'entreprise, notamment par des clauses de confidentialité à insérer dans les contrats de travail. Les salariés de l'entreprise ayant accès aux informations stratégiques et/ou aux innovations doivent être tenus d'une obligation de confidentialité renforcée, tant durant leur contrat de travail, qu'après la fin de celui-ci.

Sont concernés tous les salariés ayant nécessairement accès aux dites informations, en particulier les chercheurs et ingénieurs, mais aussi les ouvriers ou techniciens, voire les personnels des services comptables, administratifs ou commerciaux s'ils sont susceptibles, dans l'exercice de leurs fonctions, d'avoir connaissance des informations, notamment s'ils ont accès à de la documentation économique, technique ou stratégique ou à des locaux protégés.

- élaborer un règlement sur la confidentialité visant à informer les salariés des enjeux liés à la confidentialité des informations de l'entreprise, tant sur le plan juridique, et notamment de la propriété intellectuelle, que sur le plan économique.

- faire signer des accords spécifiques de confidentialité aux stagiaires, intérimaires, mais aussi aux membres du personnel détachés d'une autre entreprise ou organisation ayant accès aux informations confidentielles (sous-traitants, prestataires extérieurs..).

- Dans le cadre de partenariats industriels, faire souscrire, dès la prise de contact et le début des pourparlers, un engagement contractuel de confidentialité aux partenaires potentiels, qu'il s'agisse de partenaires financiers, de clients, de distributeurs.

GR M

### **III. Principes mis en œuvre par les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ en matière de protection de la propriété industrielle**

La propriété industrielle protège les actifs incorporels des sociétés du Groupe et recouvre deux catégories de droits :

- les droits des innovations industrielles (ex. : brevets, ...)
- les droits qui portent sur les signes distinctifs (ex. : marques, noms commerciaux, noms de domaine...)

Le Groupe Bolloré et ses personnels, en exerçant un effort tout particulier de créativité, affirment leur volonté de développer un portefeuille de titres de propriété intellectuelle de qualité et couvrant le mieux possible les produits et activités du Groupe, actuels ou futurs.


Les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ se conforment, partout où elles exercent leurs activités, aux règles relatives au droit de la propriété intellectuelle et plus spécifiquement celles relatives à la propriété industrielle édictées par les Etats, l'Union Européenne et toute organisation internationale.

#### **Principes**

- Code de la propriété intellectuelle : articles L. 111-1 à L. 343-4 et R. 111-1 à R. 335-2;
- Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins dans la société de l'information (DADVSI) du 1er août 2006;
- Directive CE n° 2001/29 du 22 mai 2001 relative à l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information;
- Directive 2004/48/CE du 29 avril 2004, relative au respect des droits de propriété intellectuelle;
- Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques de 1886;
- Convention universelle de Genève sur le droit d'auteur de 1952;
- Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) de 1994;
- Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur de 1996.

#### **Règles de conduite**

Toute information créée par le Groupe Bolloré et ses divisions ou filiales, et qui n'est pas dans le domaine public, appartient donc au patrimoine intellectuel de Bolloré, de ses divisions ou filiales, et doit être protégée avec les outils de la propriété intellectuelle mis en place par le législateur.



Chaque fois qu'il est possible, le Groupe Bolloré encourage et revendique le dépôt de brevets, de marques, de dessins et modèles ainsi que la protection des droits d'auteur et des droits privatifs, lui permettant de faire reconnaître par la loi, un monopole de fabrication, d'exploitation et de commercialisation, opposable à tous.

Dans cet esprit, les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ s'efforcent de:

- prendre date de la création des innovations par le dépôt d'enveloppes Soleau, ou par tout autre moyen de preuve (dépôt notarié, dépôt d'huissier)
- déposer les brevets afin de protéger les innovations du Groupe ;
- protéger les dénominations, marques et noms de domaines appartenant au Groupe ainsi qu'à ses divisions ;
- protéger le Groupe à l'égard des tiers
- respecter les droits des tiers ;
- respecter les droits des inventeurs.

### **Comportements à adopter**

Les illustrations suivantes de comportements à adopter ont pour objectif de permettre aux collaborateurs de mieux appréhender la traduction concrète de ces principes et règles dans leur travail quotidien :

#### **- Déposer des brevets**

Les découvertes, inventions et innovations dont un collaborateur serait à l'origine, seul ou conjointement avec d'autres, au cours de ses fonctions ou à l'occasion d'une mission confiée par la Société, deviennent la propriété de la Société.

Le collaborateur doit informer la Société de chaque découverte, invention ou innovation à laquelle il participe, afin de permettre à la société d'effectuer les démarches nécessaires pour en obtenir la protection.

Le collaborateur doit s'abstenir de divulguer à des tiers toute invention ou innovation

#### **- Protéger les dénominations, marques et noms de domaines**

Les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ :

- s'assurent que les noms de domaine, marques ou dénominations ne sont pas la propriété d'une autre société ;
- portent une attention particulière lors de l'enregistrement aux noms déposés ainsi qu'à la zone géographique concernée ;
- s'assurent que les marques, dénominations et noms de domaine ont été correctement enregistrés et font l'objet de renouvellements réguliers auprès des organismes habilités.

#### **- Protéger le Groupe à l'égard des tiers**



Le Groupe Bolloré et plus particulièrement les sociétés des divisions industrielles exercent, à l'encontre des tiers qui utilisent abusivement leurs savoir-faire ou qui portent atteinte à leurs droits, des actions en opposition, en contrefaçon, en déchéance, en annulation de titres ou en concurrence déloyale.

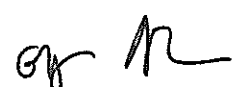
**- Respecter les droits des tiers**

Le Groupe Bolloré est respectueux des droits des tiers et s'efforce dans ses activités industrielles de ne pas contrefaire des droits de brevets ou de marques détenus par des tiers.

Pour ce faire, la Direction Propriété Industrielle en collaboration avec les unités opérationnelles, effectue les études de liberté d'exploitation et de disponibilité permettant d'assurer que les innovations réalisées dans le Groupe sont libres d'exploitation vis-à-vis des tiers.

**- Respecter les droits des inventeurs**

Les divisions industrielles du Groupe Bolloré souhaitent développer une culture de reconnaissance de ses inventeurs. La Direction de la Propriété Intellectuelle les assistera dans cette démarche Groupe.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'G' followed by a series of loops and a final vertical stroke.

## **IV. Principes mis en œuvre par les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ en matière de protection de l'environnement**

### **Principes**

Les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ respectent les règles édictées par les législations nationales et européennes en matière de protection de l'environnement.

Ces procédures sont élaborées dans le respect des Principes n°7, 8 et 9 du Pacte Mondial de l'Organisation des Nations Unies.

### **Règles de conduite**

Dans cet esprit, les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ :

- s'efforcent d'identifier leurs principaux impacts environnementaux et mettent en œuvre des plans d'actions visant à les minimiser ;
- mettent en place un dispositif de contrôle des risques environnementaux dans leurs installations ;
- sensibilisent leurs collaborateurs aux principaux enjeux environnementaux de leurs activités et mettent en place les formations nécessaires aux postes à risques ;
- s'efforcent d'informer leurs clients sur la prise en compte de la protection de l'environnement dans le cadre de leurs activités ;
- s'efforcent de réduire leurs consommations de ressources naturelles ~~émissions de gaz à effet de~~ serre ;
- développent des produits sûrs et proposent à leurs clients des services respectueux de l'environnement ;
- s'efforcent de réduire l'impact environnemental de leurs activités.

### **Comportements à adopter**

Les illustrations suivantes de comportements à adopter ont pour objectif de permettre aux collaborateurs de mieux appréhender la traduction concrète de ces principes et règles dans leur travail quotidien :

- mettre en place le tri sélectif des déchets ;
- réduire à la source les déchets et s'assurer de la qualité des filières d'élimination ;





- s'assurer de la maîtrise des risques de pollution accidentelle ou des risques d'incendie ;
- mettre en place des indicateurs de performance environnementaux ;
- communiquer aux clients, les principales actions conduites par les divisions industrielles en faveur du respect de l'environnement ;
- intégrer des critères environnementaux dans le choix des matériels d'exploitation des sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ.

or M

## **V. Principes mis en œuvre par les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ en matière de respect des règles de concurrence et de pratiques commerciales**

### **Principes**

Les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ respectent les règles édictées par les législations nationales et européennes en matière de concurrence.

Elles s'engagent à respecter les dispositions prohibant entre autres, les ententes, accords, projets, arrangements formels ou informels, ou comportements coordonnés entre concurrents ayant pour objet la fixation de leurs prix, la répartition de leurs territoires, leurs parts de marché ou leurs clients.

Ces procédures sont élaborées dans le respect du Principe n°9 de la Charte Ethique du Groupe « Choisir les fournisseurs selon des critères objectifs ».

### **Règles de conduite**

Conformément aux principes ci-dessus, les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ :

- évitent, en toutes circonstances, toute implication dans des comportements prohibés ;
- s'interdisent de se concerter avec une ou des entreprises concurrentes en vue d'échanger des informations ou de conclure de tels accords ou ententes portant notamment sur :
  - . la fixation directe ou indirecte des prix et autres conditions de transaction (ex. : l'augmentation, la diminution, la stabilisation des prix),
  - . la limitation ou le contrôle des investissements ou des ventes (ex. : le montant ou le niveau des parts de marché),
  - . la répartition des territoires ou des clients entre les concurrents.
- veillent, le cas échéant, à ne pas abuser de leur position dominante ni mettre un client ou un fournisseur en position de dépendance économique ou pratiquer des prix injustement discriminatoires ou prédateurs et de manière plus générale, à appliquer des pratiques commerciales et promotionnelles justes.
- ~~s'engagent à mettre en place~~ proposent un programme de formation visant à sensibiliser leurs collaborateurs concernés aux règles du droit de la concurrence, à les informer des termes et de l'importance des présents engagements ainsi que de l'obligation de s'y conformer.
- ne divulguent pas d'informations confidentielles en provenance des clients et fournisseurs.

GR AL

## **Comportements à adopter**

Les illustrations suivantes de comportements à adopter ont pour objectif de permettre aux collaborateurs de mieux appréhender la traduction concrète de ces principes et règles dans leur travail quotidien :

- ne pas communiquer aux concurrents, et ce de quelque manière que ce soit, d'informations relatives aux :

- tarifs, prix, politiques de prix et rabais, y compris l'échange de listes de prix avec des concurrents (même lorsque ces listes de prix peuvent être instantanément obtenues auprès des clients) ;
- parts de marchés ;
- territoires de vente, clients ou à l'offre commerciale ;
- conditions de vente, marges ;
- coûts d'investissement.

- soumettre l'adhésion à des associations professionnelles ou la participation à des congrès, conférences professionnelles... regroupant des concurrents à l'approbation du dirigeant de la société concernée et du Directeur de la Division. Préalablement à toute adhésion, les statuts, règles de fonctionnement et pratiques de l'association seront examinés par les services juridiques.

- éviter, dans le cadre des réunions organisées par les associations précitées, toute discussion avec les autres adhérents, concernant leur stratégie commerciale propre notamment :

- . leurs prix et conditions de vente ou d'achat, leur évolution et leurs modifications ;
- . leurs territoires de ventes, leurs clients (réponse ou non aux appels d'offres etc);
- . leurs capacités, procédés, méthodes et prestations en général.

Les sujets d'intérêt commun sans rapport direct avec le marché ou son fonctionnement, tels que l'évolution de la législation, les normes techniques, la sécurité des produits, la protection de l'environnement, la défense et la promotion des intérêts généraux de la profession, les tendances générales de l'économie etc. . . demeurent licites.

- observer ces mêmes règles de prudence en toute circonstance dans le cadre des relations avec les concurrents.

- élaborer, le cas échéant avec l'aide des services concernés, une note d'instructions écrite destinée au personnel, décrivant les principes régissant les rapports avec les concurrents, notamment au sein des associations et salons professionnels.



## **VI. Principes mis en œuvre par les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ en matière de lutte contre la corruption**

### **Principes**

Les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ respectent les lois nationales et traités internationaux relatifs à la lutte contre la corruption dans tous les pays où elles sont implantées. A cet égard, les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ, s'engagent à respecter les principes contenus notamment dans :

- le Foreign Corrupt Practices Act américain ;
- la Convention de l'Organisation des Nations Unies contre la corruption ;
- le principe n°10 du Pacte Mondial de l'Organisation des Nations Unies ;
- la Convention de l'Organisation de Coopération et Développement Economiques (OCDE) relative à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales.

Ces procédures sont également élaborées dans le respect des Principes n°7 « Développer l'éthique dans les rapports commerciaux » et 8 « Entretenir des rapports éthiquement irréprochables avec les Autorités » de la Charte Ethique du Groupe.

### **Règles de conduite**

La politique des sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ consiste ainsi notamment à :

- prévenir tout risque de corruption active ou passive dans leurs pratiques commerciales ;
- maintenir leurs pratiques commerciales dans la légalité la plus stricte par des procédures internes de vérification et de contrôle éprouvées ;
- limiter l'offre et la réception d'avantages matériels ou financiers à des conditions strictes quant à leur valeur pécuniaire et leur nombre ;
- effectuer des audits afin de prévenir tout risque de corruption ;
- tenir une comptabilité complète et sincère, retraçant le détail des activités des sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ.

Les collaborateurs des sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ peuvent consulter les textes précités en se référant aux sites utiles figurant à l'annexe n°1 ou contacter leur supérieur hiérarchique ou, si cela ne paraît pas approprié, les Directeurs de l'Éthique et de la Conformité

GR AL

Industrie ou, dans le cas où il en existe une, la structure dédiée que ce dernier aura constituée, s'ils ne trouvent pas la réponse à leurs interrogations.

## **Comportements à adopter**

Les illustrations suivantes de comportements à adopter ont pour objectif de permettre aux collaborateurs de mieux appréhender la traduction concrète de ces principes et règles dans leur travail quotidien :

- limiter l'offre / la réception de cadeaux ou de tout autre avantage (frais de voyage, d'hébergement...) à ceux qui sont sans grande valeur pécuniaire et en nombre limité. Si ces cadeaux ou avantages ne remplissent pas ces critères, ils ne doivent pas être offerts / doivent être retournés ;

- . Cette même règle s'applique aux dons, prestations commerciales ou mises à disposition gratuites ou pour un coût anormalement faible de personnel ;

- . Les frais de voyage et d'hébergement doivent être préalablement soumis à l'accord du supérieur hiérarchique du collaborateur et sont fonction des budgets alloués pour les besoins du service ;

- . La réception ou l'offre de cadeau ou de tout autre avantage ne doit jamais permettre d'obtenir ou de conserver un contrat ou tout autre avantage commercial ou autre ;

- répondre de façon complète et sincère à toutes les questions posées par des auditeurs internes ou externes au Groupe BOLLORÉ;

- ne pas rémunérer des personnes n'exerçant pas d'activité pour le compte des sociétés des divisions Industrielle du Groupe BOLLORÉ;

- soumettre le choix d'un prestataire extérieur à des critères objectifs ;

- ne pas effectuer le choix de ce prestataire en fonction d'intérêts personnels.



## **VII. Respect du Code de conduite**

### **Application aux collaborateurs des sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ**

Le Code fera l'objet d'une diffusion adaptée au niveau de responsabilité de chaque collaborateur des sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ qui, en signant un document ou par voie électronique, attestent qu'ils l'ont reçu, lu et compris.

Un site intranet consacré au Code est par ailleurs, à leur disposition et des cours en e-learning relatifs au Code y sont disponibles.

Les collaborateurs des sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ s'engagent à :

- prendre connaissance des principes et règles contenus dans ce Code ;
- les respecter dans l'exercice de leurs fonctions ;
- ne pas rester isolés en cas de doute sur une question. (cf annexes relatives au « rôle du Directeur de l'Éthique et de la Conformité » et à « la procédure d'alerte »).

### **Relations avec les cocontractants des sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ**

Les sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ mettent en place un processus visant à faire appliquer les dispositions de ce Code à leurs cocontractants (notamment leurs fournisseurs, sous-traitants, agents, partenaires en joint-venture et plus généralement tout intermédiaire) en insérant chaque fois que cela est possible, des clauses à cet effet dans les contrats concernés. Au minimum, elles les informent de l'existence de ce Code.

### **Le rôle du management**

Le management, avec l'appui des Directeurs de l'Éthique et de la Conformité Industrie, doit informer les personnes placées sous son autorité de leurs devoirs au regard des obligations découlant du Code, tenter de répondre à leurs interrogations et trouver des solutions aux problèmes qui lui seraient ainsi signalés.

Il doit notamment organiser des séances d'information et de sensibilisation au Code, destinées au personnel placé sous sa responsabilité ou s'assurer que cette information et cette sensibilisation sont proposées aux collaborateurs :

- dans un délai de six mois à compter de la première diffusion du Code et, par la suite, à des intervalles ne dépassant pas deux ans,
- dans un délai de six mois à compter du recrutement au sein des sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ.

Le management, en liaison avec les Directeurs de l'Éthique et de la Conformité Industrie, supervise le déploiement et l'application du présent Code en prenant en compte les règles déjà en vigueur et les réglementations applicables dans les pays d'implantation. Cette responsabilité inclut celle de s'assurer



que tous les accords et / ou consultations appropriés, notamment ceux des représentants du personnel, ont été obtenus.

### **La fonction Éthique et Conformité**

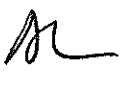
Elle a pour objet de s'assurer de la conformité des comportements et des pratiques professionnelles au sein des sociétés des divisions industrielles avec les dispositions légales et les règles de conduite précisées par le présent Code et les dispositifs d'audit interne.

#### **Le rôle de l'audit**

Dans le cadre du plan d'audit du Groupe, des audits de conformité au code de conduite des sociétés des divisions industrielles peuvent être demandés aux services d'audit interne du Groupe BOLLORÉ. Outre ces contrôles, les services d'audit peuvent réaliser des contrôles inopinés sur la connaissance du contenu du Code et le respect de ses principes et règles.

Les Directeurs de l'Éthique et de la Conformité Industrie seront informés par l'audit interne des conclusions des auditeurs, en termes de non-conformité au code de conduite. Une copie des rapports d'audit lui sera communiquée.

Dans le cadre du traitement des alertes, les Directeurs de l'Éthique et de la Conformité Industrie pourront saisir l'audit interne pour procéder aux investigations nécessaires, après avoir préalablement enquêté auprès de la Direction concernée.

GW 

## GLOSSAIRE

- **Agent** : entité ou personne opérant en qualité de représentant des sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ.
- **Auditeur interne du groupe BOLLORÉ**: membre de la fonction d'audit interne du groupe BOLLORÉ.
- **Code** : Code de conduite rassemblant les principes et règles en matière de protection de la propriété industrielle, de santé, d'hygiène et de sécurité, de pratiques commerciales (lutte contre la corruption, droit de la concurrence) ainsi que de protection de l'environnement que tout collaborateur des sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ applique et respecte dans l'exercice de ses fonctions.
- **Collaborateur** : toute personne qui fournit, dans un secteur professionnel, une prestation de travail de façon habituelle ou occasionnelle, à temps complet ou à temps partiel, en contrepartie d'un salaire ou d'une indemnité (exemples : mandataires sociaux, membres du management, salariés, stagiaires...).
- **Directeur de l'Éthique et de la Conformité Industrie**: personne en charge de la gestion des questions et des problématiques d'Éthique et de Conformité au sein des sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ.
- **Divisions industrielles** : toutes les entreprises exerçant des activités industrielles au sein du Groupe BOLLORÉ.
- **Fonctionnaire** : employé de tout gouvernement, de tout organisme gouvernemental, de tout organisme public international, de tout parti politique ou dirigeant de parti, ainsi que toute personne investie de fonctions officielles agissant pour le compte d'un gouvernement ou d'un candidat à une fonction publique.
- **Fournisseur** : entité commerciale qui fournit aux sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ des biens et / ou des services.
- **Intermédiaire** : entité ou personne extérieure au groupe à laquelle est confiée la responsabilité de la promotion des services des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ.
- **Partenaire en joint-venture** : associé d'une entreprise conjointement contrôlée par plusieurs autres entreprises et créée pour l'intégration de tout ou partie d'une activité.
- **Sous-traitant** : entité commerciale de la chaîne de fourniture qui, directement ou indirectement, procure au fournisseur des biens et/ou services utilisés dans/pour la production des biens et/ou services du fournisseur et/ou des sociétés des divisions industrielles du Groupe BOLLORÉ.

GW AL



**ANNEXE n°1**

- **Foreign Corrupt Practices Act américain**

<http://www.usdoj.gov/criminal/fraud/docs/statue.html>

- **Convention des Nations Unies contre la corruption**

[http://www.unodc.org/pdf/corruption/publications\\_unodc\\_convention-f.pdf](http://www.unodc.org/pdf/corruption/publications_unodc_convention-f.pdf)

- **Convention de l'OCDE relative à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales**

[http://www.oecd.org/document/20/0,3343,fr\\_2649\\_34859\\_2649236\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html#text](http://www.oecd.org/document/20/0,3343,fr_2649_34859_2649236_1_1_1_1,00.html#text)

GR ML

